



MINISTÈRES  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE  
TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# LE FONDS VERT

Fonds d'accélération  
de la transition  
écologique dans  
les territoires

  
**AXE 3**

## Recyclage foncier

Édition 2025

 **Cahier d'accompagnement des porteurs  
de projet et des services instructeurs**

**Cahier des spécificités régionales Auvergne-Rhône-Alpes**

## RÉSUMÉ

La reconquête des friches constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires, pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain, de revitalisation urbaine et, par conséquent, de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. **Chaque année, en Auvergne-Rhône-Alpes, 3 000 ha sont artificialisés en moyenne depuis 2011 ; soit l'équivalent de la superficie du lac d'Annecy.**

Les friches représentent ainsi un important gisement foncier dont la mobilisation et la valorisation doivent contribuer à la trajectoire du « zéro artificialisation nette » (ZAN) fixée par le Gouvernement.

La présente mesure pour le recyclage des friches, pilotée par la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes est consacrée au soutien financier de projets d'aménagement de friches dont le bilan économique reste déficitaire après prise en compte de toutes les autres subventions publiques, et malgré la recherche et l'optimisation de tous les autres leviers existants.

Afin d'être éligibles, **les projets devront être suffisamment matures pour permettre un engagement des crédits du fonds d'ici fin octobre 2025 et un solde de la subvention d'ici fin 2028.**

## SOUSSION DES PROJETS

Les candidatures sont à déposer en ligne, en langue française, **sur la plateforme Demarches-simplifiees** : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/fonds-vert-3-friches>

**Les dossiers seront déposés au plus tard le 18 mai 2025 pour une relève unique des candidatures le 19 mai 2025.** Les dossiers seront instruits afin de sélectionner les candidats dès juillet 2025. **Les lauréats devront avoir signé et transmis la convention à la DREAL avant le 30 septembre 2025.**

Le détail du calendrier est présenté page 10 du présent cahier.

## CONTACTS

Pour tout renseignement, contactez votre interlocuteur :

- de préférence et en priorité en direction départementale des territoires (DDT) :

DDT de l'Ain : [ddt-mapt@ain.gouv.fr](mailto:ddt-mapt@ain.gouv.fr)

DDT de l'Allier : [fondsvert03@allier.gouv.fr](mailto:fondsvert03@allier.gouv.fr)

DDT de l'Ardèche : [jean-marc.jobert@ardeche.gouv.fr](mailto:jean-marc.jobert@ardeche.gouv.fr) ou [ddt-fondsvert@ardeche.gouv.fr](mailto:ddt-fondsvert@ardeche.gouv.fr)

DDT du Cantal : [martin.mespoulhes@cantal.gouv.fr](mailto:martin.mespoulhes@cantal.gouv.fr)

DDT de la Drôme : [ddt-fondsvert-foncier@drome.gouv.fr](mailto:ddt-fondsvert-foncier@drome.gouv.fr)

DDT de l'Isère : [jerome.halgrain@isere.gouv.fr](mailto:jerome.halgrain@isere.gouv.fr)

DDT de la Loire : [ddt-france-nation-verte@loire.gouv.fr](mailto:ddt-france-nation-verte@loire.gouv.fr)

DDT de la Haute-Loire : [mireille.sahuc@haute-loire.gouv.fr](mailto:mireille.sahuc@haute-loire.gouv.fr) ou [jeremy.petit@haute-loire.gouv.fr](mailto:jeremy.petit@haute-loire.gouv.fr)

DDT du Puy-de-Dôme : [guillaume.auvray@puy-de-dome.gouv.fr](mailto:guillaume.auvray@puy-de-dome.gouv.fr) ou [sabine.mage@puy-de-dome.gouv.fr](mailto:sabine.mage@puy-de-dome.gouv.fr)

DDT du Rhône : [ddt-amenagement-pof@rhone.gouv.fr](mailto:ddt-amenagement-pof@rhone.gouv.fr)

DDT de la Savoie : [cecile.duvert@savoie.gouv.fr](mailto:cecile.duvert@savoie.gouv.fr)

DDT de la Haute-Savoie : [ddt-sar@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddt-sar@haute-savoie.gouv.fr)

- auprès de l'Ademe : [friches.fondsvert@ademe.fr](mailto:friches.fondsvert@ademe.fr)
- ou en direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL – service Mobilité Aménagement Paysage) à l'adresse : [fonds-friches.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:fonds-friches.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)

**Avant tout dépôt, un entretien préalable obligatoire est à prévoir avec le correspondant de la mesure en direction départementale des territoires (DDT) ou l'ADEME** pour vérifier l'adéquation de votre projet avec le périmètre de la mesure.

Ce contact préalable permettra :

- de bien s'assurer de l'éligibilité de votre projet à cet appel à projet ;
- de vérifier la mobilisation de l'ensemble des partenaires envisageables autour de votre projet et de vous mettre en relation si nécessaire ;
- de vous appuyer dans l'élaboration de votre dossier de candidature ;
- de vous rappeler les priorités, critères et modalités pratiques.

Au cours de ce contact préalable, plusieurs points d'attention seront examinés : la maturité de votre projet par rapport au calendrier de cet appel à projet, la réalité sincère et étayée du besoin de financement de l'opération ainsi que la compatibilité du projet avec le régime des aides d'État. Concernant ce dernier point, la vérification formelle ne sera réalisée qu'à l'issue du dépôt complet du dossier.

## 1. CONTEXTE ET AMBITION

### 1.1. Contexte

La reconquête des friches constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain, de revitalisation urbaine et, par conséquent, de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Chaque année, la France consomme en effet en moyenne 20 000 ha d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, alors que le stock de friches est estimé à 170 000 ha (source Cerema 2021).

Les friches représentent ainsi un important gisement foncier dont la mobilisation et la valorisation contribuent à la trajectoire du « zéro artificialisation nette » (ZAN) fixée par le Gouvernement.

Les conséquences de l'artificialisation des sols et de l'étalement urbain sont écologiques (érosion de la biodiversité, aggravation du risque de ruissellement, limitation du stockage carbone) mais aussi socioéconomiques (coûts des équipements publics, augmentation des temps de déplacement et de la facture énergétique des ménages, dévitalisation des territoires délaissés, diminution du potentiel de production agricole) et ont un effet sur la qualité du cadre de vie (impact paysager sur les espaces bâtis comme non-bâtis, profusion d'enseignes, de pré-enseignes et de publicités dans les zones d'activité économique, etc.).

Les friches urbaines, commerciales, (aéro-)portuaires, ferroviaires ou routières, industrielles, militaires ou minières, et plus généralement le foncier déjà artificialisé mais sous-utilisé, doivent être réutilisées pour des projets d'aménagement ou de relocalisation d'activités, et ainsi éviter l'artificialisation des sols. En effet, faute de pouvoir réutiliser les friches, les projets se développent sur des terrains naturels, agricoles ou forestiers.

La disponibilité foncière est une condition identifiée pour concrétiser la dynamique de réindustrialisation de la France et de production de logement. Les priorités gouvernementales visent donc notamment à encourager la remobilisation des friches afin d'accompagner l'installation d'industrie verte, en cohérence avec la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, et à répondre aux besoins des territoires en matière de création de logements et d'activités. La présente mesure du fonds vert constitue à ce titre le principal véhicule de soutien financier public à la réhabilitation de friches pour des implantations industrielles.

La réutilisation de friches s'accompagne le plus souvent d'un surcoût. Les opérations de recyclage de friches ou de fonciers déjà artificialisés impliquent en effet le plus souvent des coûts supplémentaires de démolition, de dépollution ou de restructuration lourde entraînant également des délais plus longs et des risques plus importants, voire des blocages d'opérations.

Ces coûts ne peuvent généralement pas être compensés par les recettes de cessions. Pour ces opérations, un soutien public est indispensable.

## 1.2. Ambition écologique du projet financé

Dans un objectif d'accélération de la transition écologique contribuant à l'amélioration du cadre de vie, le projet devra permettre le recyclage d'une friche urbaine, commerciale, (aéro-) portuaire, ferroviaire ou routière, industrielle, militaire ou minière, et plus généralement d'un espace foncier déjà artificialisé mais sous-utilisé, pour des projets d'aménagement ou de relocalisation d'activités afin d'éviter la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers. La forte différence entre les types d'opérations ne permet pas de fixer ex-ante un objectif quantitatif par catégorie de projet, objectif qui devra être évalué au cas par cas pour démontrer l'intérêt de l'opération.

## 2. ÉLIGIBILITÉ ET SÉLECTION DES PROJETS

### 2.1. Porteurs de projets éligibles

La mesure concerne la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer (DROM) et les collectivités d'outre-mer (COM).

Pour les COM, la mesure leur bénéficie, s'agissant d'une aide de l'État pour la transition écologique, indépendamment des compétences propres de chaque COM. Le cas échéant, les critères exposés dans ce cahier pourront être adaptés.

La candidature est portée par une personne morale appelée « porteur du projet ». Les porteurs de projet éligibles sont les maîtres d'ouvrage des projets de recyclage d'une friche sous réserve que leur projet respecte les règles européennes applicables aux aides d'Etat<sup>1</sup>.

- Les collectivités, les établissements publics locaux ou les opérateurs qu'ils auront désignés ;
- Les établissements publics de l'Etat (dont le conservatoire du littoral) ou les opérateurs qu'ils auront désignés ;
- Les aménageurs publics (établissements publics d'aménagement, entreprises publiques locales, SEM, SPL) ;
- Les organismes de fonciers solidaires ;
- Les bailleurs sociaux ;
- Des entreprises privées ou des associations, sous réserve de l'accord de la collectivité compétente en matière d'urbanisme et d'aménagement ainsi que du concédant, mandant ou bailleur le cas échéant, et pour des projets présentant un intérêt général suffisant (notamment en termes de logement social ou de revitalisation ou d'implantations industrielles).

<sup>1</sup> Pour mémoire, le guide réalisé par le Ministère chargé de l'économie est disponible au lien suivant :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/publications/Vade-mecum-aides-Etat-2020/Vademecum\\_aides240920.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/publications/Vade-mecum-aides-Etat-2020/Vademecum_aides240920.pdf)  
[Règlement \(UE\) n° 651-2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité](#) (traité fondateur de l'Union européenne).

Le montant de la subvention du fonds vert ne pourra en aucun cas être révisé à la hausse. Les conventions d'aides aux collectivités et leurs groupements seront contresignées par le préfet de région en application de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 une fois les projets validés et ce après transmission du contrat aux bénéficiaires pour signature. Dans le cadre des délibérations prises par son Conseil d'administration (règles générales des aides financières, système d'aide à la réalisation, comitologie), le suivi de la convention et le versement de l'aide sont réalisés par l'ADEME selon les conditions définies dans le contrat et au moyen des outils de gestion de l'Agence. Article 8 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Le porteur de projet peut mentionner dans son dossier un « co-portage » avec un partenaire (notamment un établissement public foncier) : dans ce cas, les relations conventionnelles ou contractuelles seront détaillées ainsi que toutes les informations utiles à l'établissement de la convention financière si le co-porteur est susceptible de percevoir directement ou indirectement des subventions.

Dans le cas d'une concession d'aménagement, le dossier doit de préférence être déposé par le concessionnaire puisqu'il engage les dépenses.

Le projet doit être composé uniquement de partenaires éligibles à recevoir des aides publiques : en particulier, les partenaires doivent être à jour de leurs obligations fiscales et sociales, ne pas être sous le coup de la récupération d'aides déclarées illégales ou incompatibles par la Commission européenne, et ne pas avoir le statut d'« entreprise en difficulté » au sens de la réglementation européenne des aides d'Etat.

### **Complément régional Auvergne-Rhône-Alpes :**

**Dans le cas de « co-portage » d'une opération, le dossier de demande doit préciser les dépenses subventionnables réalisées et les subventions sollicitées (hors présente mesure) par chacun des co-porteurs, ainsi que le montant de la subvention demandée pour chacun des co-porteurs. Le bilan économique, présentant le déficit de l'opération, sera unique et commun aux co-porteurs (Bilan financier de l'opération, selon le modèle à télécharger sur le formulaire de demande).**

## **2.2. Nature des projets éligibles**

Sont éligibles les projets de recyclage d'une friche dans le cadre d'une action ou opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre de la présente mesure du fonds vert, sont considérés comme une friche :

- Tout terrain nu, déjà artificialisé<sup>2</sup> et qui a perdu son usage ou son affectation, ou qui, en outre-mer, a pu être laissé vacant après évacuation d'habitats illicites et spontanés ;
- Un îlot d'habitat, d'activité ou mixte, bâti et caractérisé par une importante vacance ou qui a perdu son usage ou son affectation ou à requalifier<sup>3</sup>.

Afin d'être éligibles, les projets devront avoir atteint un degré de maturité permettant *a minima* un engagement dans l'année de la demande de subvention. Le rythme des dépenses financées par le fonds vert devra être compatible avec le calendrier de mobilisation des crédits de paiement du fonds.

Devront donc être connus : la maîtrise d'ouvrage, les conditions de maîtrise du foncier, la programmation urbaine de l'aménagement ou le projet de revitalisation économique, les dates de début et de fin de chaque ligne de dépenses subventionnables, ainsi que le bilan économique de l'opération.

Ce volet du fonds vert s'adresse aux projets dont les bilans économiques restent déficitaires après prise en compte de toutes les autres subventions publiques, et malgré la recherche et l'optimisation de tous

---

<sup>2</sup> Dans le cadre de cette mesure, est considéré comme artificialisé un sol dont l'occupation ou l'usage affectent durablement tout ou partie des fonctions. N'est pas considéré comme artificialisé un sol de pleine terre.

<sup>3</sup> Est considéré comme devant être requalifié un îlot d'habitat avec soit une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile, soit une part élevée d'habitat dégradé vacant et un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements. Pour les îlots d'activité, est considéré comme devant être requalifié tout îlot commercial et économique monofonctionnel, faisant face au vieillissement de ses actifs et à une perte d'attractivité.

les autres leviers d'équilibre (en particulier en matière de densité et de mixité), à l'aune des enjeux d'attractivité du site et d'urbanité. La démonstration de la mobilisation de l'ensemble des subventions publiques, ainsi que des leviers d'équilibres opérationnels doit être apportée lors de la demande de subvention sur ce volet du fonds vert.

L'aide du fonds vert ne devra en aucun cas conduire à diminuer les autres subventions publiques.

Le recyclage d'une friche peut s'inscrire dans une opération globale d'aménagement, dont le bilan reste déficitaire.

Dans **tous les cas**, le candidat détaillera les dépenses qu'il propose à l'éligibilité du fonds vert relatives au recyclage des secteurs en friche, dont les montants et les échéances devront être précisées.

Les crédits du fonds vert pour le recyclage du foncier pourront notamment financer des études (dont les études relevant de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués<sup>4</sup>), des acquisitions foncières, des travaux de démolition ou déconstruction, de dépollution, de réhabilitation de bâtiment, de restauration écologique des sols (notamment aux fins de renaturation), d'aménagement relatifs à l'action de recyclage d'une friche, de sorte de combler tout ou partie du déficit constaté.

Pour les **projets visant l'accueil d'une activité industrielle et/ou les opérations en phase de proto-aménagements**, la pré-identification d'un preneur et/ou d'un occupant final n'est pas requise, mais une note dédiée devra exposer et justifier les points suivants (cf. point 3.1) :

- Pour les projets **visant l'accueil d'une activité industrielle** : la nature de l'industrie visée, l'adéquation de l'opération avec celle-ci et avec les caractéristiques du territoire (main d'œuvre disponible, infrastructures logistiques, etc.) ;
- Pour les **opérations en phase de proto-aménagements** portées par un acteur public (collectivité, EPF, EPA...) : le(s) usage(s) pré-ciblé(s) (selon décret n° 2022-1588 du 19 décembre 2022 relatif à la définition des types d'usages dans la gestion des sites et sols pollués) doivent être précisés et, en cas de présence de pollution avérée, la démonstration (étayée par un plan de gestion) que les mesures de gestion permettront une maîtrise des risques sanitaires quelle que soit l'implantation du plan de masse et les conditions d'exposition du ou des projet(s) futur(s).

Pour les projets **portant sur une friche ICPE<sup>5</sup>, industrielle ou minière**, les critères d'éligibilité suivants devront être respectés (vérification auprès des autorités compétentes sur la base des justifications fournies par le candidat) :

- Le projet porte sur une friche issue d'un ancien site ICPE (ou d'anciens travaux miniers) ayant satisfait ses obligations réglementaires de remise en état ou d'arrêt de travaux ou dont le(s) responsable(s) sont considérés comme défaillants au regard de l'article L. 556-3 du code de

<sup>4</sup> <https://www.ecologie.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>

<sup>5</sup> A ce titre, sont considérés comme « anciens sites ICPE » :

- Les sites dont l'activité a été régie par un arrêté préfectoral (AP) d'exploitation (ou récépissé de déclaration) pris sur les bases juridiques de la loi du 19/07/1976 (création des ICPE) ou plus récentes, mais également antérieures (loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de 1917) ;
- Les sites n'ayant pas été classés ICPE (cf. ci-dessus) et n'ayant pas donc ni AP (ou récépissé de déclaration) et non référencés dans les bases de données BASIAS/BASOL si l'activité aurait dû être classée au titre des lois de 1917, de 1976 ou textes plus récents et qu'une action de Police a été engagée par l'Administration (pour régularisation, mise en demeure, etc.).

En cohérence avec la série des normes françaises NF X 31-620, sont exclus du périmètre des « d'anciens sites ICPE ou miniers » (i) les sites pollués par des substances radioactives, des agents pathogènes ou infectieux, de l'amiante exclusivement, des engins pyrotechniques, (ii) les friches agricoles (ex : bâtiments d'élevage) et les anciennes décharges (brutes d'ordures ménagères ou sauvages).

l'environnement pour les sites ICPE<sup>6</sup>, ou dont le(s) responsable(s) ont disparu ou sont défaillants pour les travaux miniers ;

- Le responsable de la pollution n'est pas identifié et/ou ne peut être réglementairement astreint à supporter les coûts de dépollution, conformément au principe du « pollueur-payeur » ;
- Les postes de dépenses éligibles (donc à justifier) sont ceux dont les montants ont été déterminés au moyen d'études (ex : plan de gestion ou plan de conception des travaux de dépollutions des sols et/ou des eaux souterraines).

La conception et la réalisation de projets sur des friches polluées s'inscrit dans le temps long, aussi le soutien à ce type de projet pourra être réalisé sur plusieurs exercices (par exemple année n pour les études de types diagnostics, plan de gestion, plan de conception des travaux) puis en année n+1 (pour les travaux).

### **Ne sont pas éligibles** au fonds vert :

- Les opérations de simple mise en conformité à une obligation légale ou réglementaire ;
- Les opérations portant spécifiquement sur la requalification de parcs de logements publics ou privés dont la vacance est organisée en vue de réaliser les travaux et qui ne prévoient pas de changement d'usage après travaux (ce type d'intervention relève d'autres financements) ;
- Les opérations réalisées sur des terrains non bâtis à usage ou à vocation agricole ou forestier ;
- Les opérations réalisées sur d'anciennes carrières ou décharges dont l'usage ou la vocation est un espace naturel, agricole et forestier ;
- Les projets comportant des travaux de dépollution des sols et/ou eaux souterraines, qu'il s'agisse d'anciens sites ICPE ou miniers ou de tous autres sites si :
  - Les études nécessaires à la détermination de l'état de pollution du site et à la définition du « changement » d'usage<sup>7</sup> (études historiques et documentaires, diagnostics, plan de gestion, etc.) qui n'ont pas été conduites conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, avec fourniture dans le dossier de candidature d'un plan de gestion récent.
  - Les opérations de dépollution pour lesquelles le responsable de la pollution est identifié et/ou peut être réglementairement astreint à supporter les coûts de dépollution, conformément au principe du « pollueur-payeur ».

### **Complément régional Auvergne-Rhône-Alpes :**

#### **Ne sont pas recevables :**

- **les dossiers incomplets ou ne respectant pas les formats de soumission ou insuffisamment lisibles,**
- **les dossiers présentant des incohérences entre les éléments fournis ;**
- **les dossiers qui ne sont pas déposés via la plateforme « démarches simplifiées »;**
- **les dossiers déposés en l'absence d'un entretien préalable avec le correspondant fonds friches en département ou l'Ademe pour les friches polluées.**

<sup>6</sup> Nonobstant le respect des autres dispositions du cahier d'accompagnement, les projets portés dans le cadre du processus dit de « tiers demandeur » régi par les dispositions des articles R. 512-76 à 81 du code de l'environnement sont éligibles, y compris pour la phase de mise en sécurité de l'installation.

<sup>7</sup> Notion d'« usage » au sens du décret n° 2022-1588 du 19 décembre 2022 relatif à la définition des types d'usages dans la gestion des sites et sols pollués, complété du guide de l'INERIS de mai 2023 <https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Rapport-Ineris-213282-279342-Typologie%20d%27usage%20SSP%20v3.pdf>

## Par ailleurs, ne sont pas éligibles :

- les opérations de simple démolition, dépollution, portage lorsqu'elles ne s'intègrent pas dans un projet d'aménagement avec production ou réhabilitation de surfaces de logements, de surfaces économiques, hormis pour les projets à vocation totale de renaturation ;
- les opérations dont le déficit est inférieur 100 000 € sauf exception.

L'exécution du projet (ou, le cas échéant, des postes de dépenses de l'opération ciblés par la subvention) ne peut commencer avant que le dossier de demande ne soit déposé sur la plateforme Démarches Simplifiées (sauf urgence avérée). L'accusé de réception reçu suite au dépôt de la demande permet de commencer les travaux concernés, sans préjuger toutefois de l'obtention d'une éventuelle subvention.

Par ailleurs, le fonds vert peut aider les collectivités à faire émerger des projets à forte ambition environnementale sur une enveloppe dédiée à des prestations d'ingénierie d'animation, de planification ou de stratégie. La mobilisation de cette enveloppe se fait *via* une demande complémentaire dans le cadre de la mesure « ingénierie » du fonds vert<sup>8</sup>. Cette mesure « ingénierie » peut être mobilisée afin d'accompagner et renforcer les réflexions et actions menées en vue de définir des stratégies d'aménagement du territoire intégrant dès la conception, entre autres, les enjeux de sobriété foncière et d'identification des friches remobilisables. Elle peut se faire en lien avec l'ANCT, l'Ademe et les opérateurs de référence sur ce sujet.

## 2.3. Hiérarchisation et sélection des projets

### Hiérarchisation des projets

Les dossiers éligibles seront instruits en tenant compte de leur qualité technique et de l'effet levier de l'aide du fonds vert et notamment en donnant priorité aux projets :

- S'inscrivant dans des dispositifs ou des programmes tels que : Action Cœur de Ville (ACV), Petites Villes de Demain (PVD) ou Territoires d'industrie (TI), les quartiers prioritaires de la ville (QPV) en renouvellement urbain, particulièrement ceux inscrits dans la démarche « Quartiers résilients », le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU), les opérations de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) et les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ou encore contractualisés dans le cadre d'une opération de revitalisation du territoire (ORT) ou d'un Projet partenarial d'aménagement (PPA), une opération grand site (OGS), une opération d'intérêt national (OIN), ou dans un projet de territoire reconnu par le ministère chargé de l'écologie comme répondant aux principes du développement durable ;
- Répondant aux enjeux de mise à disposition de foncier pour la réindustrialisation et la transition écologique de l'industrie, c'est-à-dire les projets permettant de mettre à disposition du foncier ou du bâti pour de nouvelles implantations d'industries vertes<sup>9</sup> ;

<sup>8</sup> <https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/23fa-soutenir-ingenierie-des-collectivites-pour-/>

<sup>9</sup> Pour relever de l'industrie verte au sens du présent cahier d'accompagnement, l'industrie visée doit participer aux chaînes de valeur des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable, telles que définies à l'article 17 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte. La liste détaillée des secteurs couverts par cette définition sera définie par le [décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'environnement en vue de favoriser l'implantation des installations industrielles vertes](#).

- S'engageant dans une démarche d'aménagement durable (telle qu'un label EcoQuartier, certification HQE™ aménagement, démarche AEU2, norme ISO 37101, NF Habitat, une démarche paysagère) dont l'ambition sera appréciée dans le dossier de candidature.

## **Complément régional Auvergne-Rhône-Alpes :**

### **En compléments des critères sus-mentionnés :**

**Les dossiers éligibles seront instruits selon la qualité technique et environnementale du projet, la pertinence de la programmation ou l'ambition du projet en cas de renaturation au regard des enjeux et besoins locaux et l'effet de levier de l'aide de la mesure fonds friches, et en donnant la priorité aux projets :**

- visant à produire du logement social ou abordable dans les zones tendues au sens des politiques du logement ;
- visant à produire du logement dans les centralités dans les zones détendues ;
- visant à relocaliser des activités industrielles ayant des retombées économiques locales ;
- s'inscrivant dans les engagements de la stratégie eau, air, sol, énergie de l'État en région qui promeut la réorientation du développement en assurant à la fois l'équilibre entre les activités, la préservation de l'environnement et la conciliation des différents usages de l'eau, de l'air et du sol et de l'énergie. La sobriété foncière, la sobriété dans l'usage de la ressource en eau et la lutte contre la pollution atmosphérique seront particulièrement examinées ;
- présentant une ancienneté avérée de la friche ;
- présentant une qualité des diagnostics, du plan de gestion, du plan de conception des travaux le cas échéant, des mesures de gestion des pollutions pour les friches polluées dont le dossier présente des dépenses éligibles de dépollution des sols et/ou des eaux souterraines.

### **Organisation en Auvergne Rhône-Alpes : Instruction et calendrier**

Sous l'égide de la préfète de région, la DREAL assure la coordination du dispositif vis-à-vis de l'ADEME et des DDT.

L'instruction des dossiers déposés sur la plateforme Démarches simplifiées est assurée :

- Par l'ADEME pour les friches polluées<sup>10</sup> issues d'anciens sites ICPE<sup>11</sup> ou miniers nécessitant soit (i) des mesures de gestion de ces pollutions déterminées en conformité avec les principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ou soit (ii) la réalisation d'études pour déterminer de telles mesures (en dehors de demandes de subvention portant sur l'acquisition seule ou en combinaison avec des travaux de déconstruction et désamiantage, instruites par les DDT). L'instruction est réalisée en 2 étapes :
  - Etape 1 : pré-sélection des dossiers selon leur éligibilité et leur niveau de maturité (ICPE ou minier, principe pollueur-payeur, présence de dépenses de dépollution établies sur la base d'un Plan de Gestion, avancement du processus tiers-demandeur le cas échéant, etc.) en vue de leur

<sup>10</sup> La pollution s'entend au sens d'une pollution des sols et/ou gaz du sol et/ou des eaux souterraines, caractérisée et dont les modalités de gestion ont été déterminées conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

<sup>11</sup> Périmètre d'éligibilité du §2.2, exclusion faite des sites ICPE ayant concerné des activités agricoles relevant des rubriques 21XX.

expertise détaillée (pré-sélection par le préfet de région sur la base de la proposition de l'ADEME) ; puis

- Etape 2 : expertise détaillée des dossiers pré-sélectionnés, sur la base de leur qualité technique et de l'effet levier de l'aide du fonds vert.
- Par la DREAL et les DDT avec l'appui du CEREMA pour les dossiers complexes et l'ADEME le cas échéant pour toutes les autres friches éligibles.

La préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'appuyant sur la DREAL, est responsable de l'instruction des dossiers en s'assurant de leur recevabilité et de leur éligibilité, puis en les hiérarchisant au regard des critères d'évaluation mentionnés précédemment.

Les partenaires présents sur le champ du recyclage foncier (notamment l'ADEME) pourront être consultés dans le cadre du comité technique de sélection.

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pourra solliciter l'avis de la DGALN pour les dossiers présentant de forts enjeux locaux, en particulier pour vérifier la régularité du régime des aides d'État (expertise dans le cadre d'un marché cadre juridique sur la ligne « recyclage foncier et renaturation » du fonds vert).

Pour les projets ayant pour finalité l'implantation d'activités industrielles, la préfète de région, s'appuyant sur la DREAL pourra solliciter pour avis les services économiques de l'Etat en région (SeER).

Avant signature de la convention (dans les conditions prévues au 3.3), la liste des lauréats est arrêtée par la préfète de région :

- sur proposition de l'ADEME pour les friches polluées issues d'anciens sites ICPE ou miniers ;
- sur proposition de la DREAL après la phase d'instruction conjointe avec les DDT, la tenue du comité technique et la sollicitation de l'avis des Préfets de département.

**Le lauréat doit avoir signé et transmis sa convention à la DREAL avant le 30 septembre 2025.**

### Détermination du montant de la subvention attribuée

Le montant de financement (des projets éligibles et retenus) est déterminé pour chaque opération en respectant des modalités de subventions précisées au point 3, la réglementation des aides d'Etat (base légale de l'intervention de l'Etat) et en tenant compte :

- De l'**ambition écologique du projet** ;
- De la **capacité contributive du porteur de projet** : à titre d'exemples au regard de la capacité d'autofinancement net moyenne sur trois ans, de la durée de remboursement de la dette ou de l'endettement par habitant de la collectivité, etc. ;
- De la **fragilité socio-économique du territoire** : à titre d'exemples, au regard du taux de chômage, de l'évolution démographique et de l'emploi, de l'évolution de la vacance de logement et du foncier économique...), etc. ;
- Des **contraintes opérationnelles du projet** : à titre d'exemples au regard de la tension du marché, de la dureté foncière, ou des autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation du projet (d'urbanisme / patrimoniales / environnementales), etc. ;
- De l'**exemplarité du projet** : à titre d'exemples au regard du caractère social ou solidaire de la production locative (en particulier part de logements sociaux) ou de l'accession sociale à la propriété après revente, du caractère patrimonial des bâtiments, de l'exemplarité environnementale de l'opération, de son exemplarité paysagère, des impacts en matière de

maintien et/ou création d'emplois et de consolidation d'une filière économique structurante, de la qualité de la concertation, etc. ;

- Du **caractère incitatif de l'attribution d'une subvention au titre du fonds vert**.

## 2.4. Articulations avec les autres dispositifs liés

Une attention particulière devra être portée au respect de la réglementation sur le cumul de subventions (cf. point 3.2).

### Complément régional Auvergne-Rhône-Alpes :

**Les subventions obtenues au titre des différentes mesures du « Fonds Vert » sont cumulables entre elles, avec les dispositifs de droit commun (DETR, DSIL, etc) ainsi qu'avec les fonds européens dont les règles propres s'appliquent. La subvention au titre de la mesure recyclage foncier ne peut toutefois être accordée que si le projet reste déficitaire après optimisation et mobilisation des autres sources de financement possibles.**

## 3. MODALITÉS DE CANDIDATURE ET DE CONTRACTUALISATION

### 3.1. Composition et modalités de dépôt des dossiers de candidature

Tous les dossiers de candidature doivent être déposés sur la plateforme unique de dépôt Démarches simplifiées, accessible depuis la plateforme Aides-territoires :

<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/recycler-le-foncier-friches-4/>

Un échange préalable obligatoire avec les services de l'Etat avant le dépôt de la demande en ligne est à réaliser afin de s'assurer que le fonds vert est l'outil adapté au soutien du projet concerné, au regard des autres aides financières « de droit commun » proposées par l'Etat et par les opérateurs (pour l'ingénierie comme pour la partie investissement).

Lorsqu'une demande a déjà été déposée en 2024 et qu'elle n'a pas pu être instruite au cours de l'exercice, il n'est pas nécessaire de déposer une nouvelle demande en 2025. Le dossier déjà déposé sera basculé sur l'exercice 2025 : le porteur de projet recevra un mél envoyé depuis la plateforme Démarches simplifiées pour compléter son dossier, le cas échéant, et confirmer sa demande de subvention pour 2025.

La demande de subvention du fonds vert se fait au moyen du formulaire qui doit être rempli en ligne et complété par des documents listés dans le formulaire. En particulier, la demande doit être impérativement constituée notamment des éléments suivants :

- La description technique du projet, incluant un calendrier prévisionnel de réalisation ;
- La production d'un bilan d'aménagement, **sous format Excel conforme à celui à télécharger depuis le formulaire Démarches simplifiées**, afin de rendre lisibles les principales imputations en termes de dépenses et de recettes, mais également le déficit de l'opération, le montant de subvention

demandée au titre du fonds vert et son pourcentage ainsi que, le cas échéant, les autres subventions publiques demandées et/ou obtenues ;

- La délibération de l'organe délibérant donnant l'autorisation au maire ou au président de la collectivité de solliciter la demande de subvention pour le projet concerné et **de signer la convention financière le cas échéant** ;
- Pour tous les autres cas, une lettre de demande de subvention qui engage le demandeur ;
- Le relevé d'identité bancaire du porteur de projet ;
- Pour tout porteur de projet dont la subvention est soumise au décret du 25 juin 2018, un tableau indiquant les subventions et les aides publiques, de toute nature, directes et indirectes, attribuées au cours des trois derniers exercices par des personnes publiques et perçues par la structure porteuse du projet, conformément au modèle en annexe de l'arrêté du 2 août 2019 ;
- Pour les projets concernés : le traité de concession, le mandat express devra être joint à la demande de subvention.

Pour les projets visant à **préparer un terrain par recyclage foncier pour une activité industrielle et/ou les opérations en phase de proto-aménagements**, la pré-identification d'un preneur et/ou d'un occupant final n'est pas requise, mais une note dédiée devra exposer et justifier les points suivants :

- Pour les projets **visant l'accueil d'une activité industrielle** : la nature de l'industrie visée, l'adéquation de l'opération avec celle-ci et avec les caractéristiques du territoire (main d'œuvre disponible, infrastructures logistiques, etc.) ;
- Pour les **opérations en phase de proto-aménagements** portées par un acteur public (collectivité, EPF, EPA...) : le(s) usage(s) pré-ciblé(s) (selon décret n° 2022-1588 du 19 décembre 2022 relatif à la définition des types d'usages dans la gestion des sites et sols pollués) doivent être précisés et, en cas de présence de pollution avérée, la démonstration (étayée par un plan de gestion) que les mesures de gestion permettront une maîtrise des risques sanitaires quel que soit l'implantation du plan de masse et les conditions d'exposition du ou des projets futurs.

Pour les **friches confrontées à une problématique de pollution des sols**<sup>12</sup>, qu'elle soit avérée ou suspectée, et que les anciennes activités aient relevé de la législation ICPE ou non, il est impératif que les projets suivent les principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués et que les dossiers présentent des informations probantes, permettant de statuer sur la situation administrative (cessation d'activité, principe pollueur payeur, tiers-demandeur...) et l'état de pollution (oui / non / à déterminer), donc sur le niveau de maturité des projets<sup>13</sup> :

- Pour un soutien d'études pré-opérationnelles : engagement d'études historiques et documentaires, de diagnostics, d'un plan de gestion,
- Pour un soutien de travaux de remise en état : résultats des études historiques et documentaires et, en cas de pollution avérée, résultats des diagnostics, du plan de gestion voire du plan de conception des travaux.

A la demande des services instructeurs, des compléments pourront être demandés durant toute la phase d'instruction du dossier.

La notification de subvention ou la décision de rejet sera communiquée aux porteurs de projet.

<sup>12</sup> La pollution s'entend ici de manière étendue, au sens d'une pollution des sols et/ou gaz du sol et/ou des eaux souterraines.

<sup>13</sup> Le recours à une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), pouvant être intégrée au périmètre des dépenses éligibles, est encouragé pour les porteurs de projet ne disposant pas des moyens et compétences nécessaires dans ce domaine, en particulier les petites et moyennes collectivités. Dans le cadre de l'instruction, un projet pourra se voir assorti d'un soutien au recrutement d'un AMO en fonction de ces spécificités (complexité, ampleur du projet et /ou de la pollution, etc.).

Le porteur de projet pourra en outre s'appuyer sur plusieurs outils numériques, en particulier Cartofriches<sup>14</sup> (aide au recensement des friches), UrbanVitaliz<sup>15</sup> (aide au montage de projet pour la revitalisation des friches), ou Bénéfriches<sup>16</sup> (monétarisation des impacts socio-économiques de la reconversion de friches).

### **Complément régional Auvergne-Rhône-Alpes :**

**Tout dépôt de dossier devra être précédé d'un entretien préalable avec le correspondant de la mesure en direction départementale des territoires (DDT) ou avec l'Ademe pour les friches polluées issues d'anciens sites ICPE ou miniers. Cet entretien préalable a pour but de vérifier l'adéquation du projet avec le périmètre de l'appel à projet.**

**Ce contact préalable permettra :**

- de bien s'assurer de l'éligibilité du projet, et notamment de s'assurer de la présence de la délibération mentionnée au 3.1. ;
- de vérifier la mobilisation de l'ensemble des partenaires envisageables autour du projet et de mettre en relation si nécessaire ;
- d'appuyer le porteur dans l'élaboration de son dossier de candidature ;
- de rappeler les priorités, critères et modalités pratiques.

**Au cours de ce contact préalable, plusieurs points d'attention seront examinés : la maturité du projet par rapport au calendrier, la réalité sincère et étayée du besoin de financement de l'opération ainsi que la compatibilité du projet avec le régime des aides d'État. Concernant ce dernier point, la vérification formelle ne sera réalisée qu'à l'issue du dépôt complet du dossier.**

**Les candidatures sont à déposer en ligne, en langue française, sur la plateforme Demarches-simplifiees:**

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/fonds-vert-3-friches>

**Pour mémoire, rappel du calendrier général (page 10) :**

**Le dossier devra avoir été déposé sur la plateforme Démarches simplifiées au plus tard le 18 mai 2025. Une relève des candidatures sera réalisée le 19 mai 2025. Les dossiers seront instruits afin de sélectionner les candidats en juillet 2025. Une partie des dossiers anciens sites ICPE relevant de l'instruction de l'Ademe pourront éventuellement être instruits après juillet pour une sélection des candidats dès septembre 2025.**

**Les lauréats de la mesure sélectionnés dès juillet 2025 devront avoir signé et transmis la convention à la DREAL avant le 30 septembre 2025 dans laquelle ils s'engageront à respecter les obligations de communication s'agissant d'une aide de l'État.**

---

<sup>14</sup> <https://cartofriches.cerema.fr/> <https://cartofriches.cerema.fr/cartofriches/>

<sup>15</sup> <https://urbanvitaliz.fr/>

<sup>16</sup> [https://librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/3772-evaluer-les-benefices-socio-economiques-de-la-reconversion-de-friches-pour-lutter-contre-l-artificialisation-outil-benefriches.html?search\\_query=Evaluer+les+benefices+socio-economiques+de+la+reconversion+de+friches+pour+lutter+contre+l%27artificialisation.+Outil+BENEFRICHES&results=1009](https://librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/3772-evaluer-les-benefices-socio-economiques-de-la-reconversion-de-friches-pour-lutter-contre-l-artificialisation-outil-benefriches.html?search_query=Evaluer+les+benefices+socio-economiques+de+la+reconversion+de+friches+pour+lutter+contre+l%27artificialisation.+Outil+BENEFRICHES&results=1009)  
<https://benefriches.ademe.fr>



## 3.2. Conditions d'attribution de la subvention

Pour information, il est attendu un effet de levier de 1 pour 4 au niveau de l'ensemble du fonds vert, ce qui correspond à un taux de subvention moyen national de 25 %.

Le fonds vert n'est pas cumulable avec les autres dotations de l'Etat, sauf à titre exceptionnel comme pour la mesure « recyclage foncier » qui vient combler le déficit qui subsiste après autres financements et notamment autres subventions publiques.

Lorsque la collectivité (ou le groupement de collectivités) est maître d'ouvrage et bénéficiaire de la subvention, elle doit assurer une participation minimale de 20% du montant total des financements apportés par les personnes publiques au projet, dans le respect des conditions prévues au III de l'article L. 1111-10 du CGCT.

Les règles propres à chaque fonds européen s'appliquent par ailleurs. Ainsi, chaque porteur de projet devra vérifier que le soutien financier du fonds vert est compatible avec le régime des aides d'Etat.

Les subventions d'investissement sont soumises au décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat à des projets d'investissement. La convention financière est établie conformément aux dispositions dudit décret.

Toute entité qui répond à la définition de « l'entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Il s'agit de « toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement ». La notion d'activité économique est définie comme « toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ».

Ainsi, chaque porteur de projet devra vérifier que le soutien financier du fonds vert est compatible avec le régime des aides d'Etat (régime notifié ou règlement général d'exemption par catégorie – RGEC<sup>17</sup>).

Toute subvention au titre de la mesure recyclage foncier du fonds vert ne peut être versée que sur justification de la réalisation des postes de dépenses de l'opération ciblés par la subvention. Toutefois, une avance pourra être versée lors du commencement d'exécution du projet et des acomptes peuvent ensuite être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ils ne peuvent excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde de la subvention au titre de la mesure recyclage foncier du fonds vert sera versée sur la base d'un déficit opérationnel prévisionnel, actualisé au moment du solde<sup>18</sup>.

La subvention est à rembourser en tout ou partie en cas de non réalisation du projet ou de non-respect des engagements pris dans la programmation urbaine elle-même, en matière d'exemplarité de calendrier ou de compatibilité au droit national ou européen (notamment en matière d'aides d'Etat).

<sup>17</sup> [Règlement \(UE\) n° 651-2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité](#) (traité fondateur de l'Union européenne).

<sup>18</sup> Le montant de la subvention du fonds vert ne pourra en aucun cas être révisé à la hausse.

### 3.3. Modalités de contractualisation

Autant que possible, les projets retenus suite à instruction par les services déconcentrés de l'Etat feront l'objet d'une contractualisation au titre des CPER (ou des avenants au CCT en outre-mer) et d'une intégration dans les CRTE.

Dans tous les cas, une convention de subvention sera établie entre l'Etat, représenté par le préfet, ou l'ADEME<sup>19 20 21</sup> pour les friches polluées issues d'anciens sites ICPE ou miniers, et chaque lauréat. Cette convention précisera en particulier :

- L'identification du ou des bénéficiaires ;
- La désignation du projet, les dépenses subventionnées par le fonds vert dans la limite du déficit et son calendrier de réalisation ;
- Le montant maximum de la subvention et son échéancier prévisionnel et ses modalités de versement<sup>22</sup> ;
- Les obligations redditionnelles du porteur de projet ;
- Les règles de communication s'agissant d'une aide « Fonds vert » ;
- Les modalités de remboursement en cas de non réalisation du projet ou de non-respect des engagements pris dans la programmation urbaine elle-même, en matière d'exemplarité ou de calendrier.

### 3.4. Engagements réciproques

Les documents et toute information appartenant au bénéficiaire et communiqués dans les dossiers sur quelque support que ce soit ainsi que tout élément obtenu en application de la décision ou de la convention de financement, ne sont pas considérés comme confidentiels à l'exception du bilan financier de l'opération et toutes les données financières qui s'y rapportent, des informations relatives à l'état de pollution des sols et des eaux, et des innovations impliquant un brevet déjà déposé ou en cours de dépôt.

La description du projet et sa localisation, saisies dans la demande en ligne, pourront être utilisées à des fins de communication ou de bilan dans le cadre du fonds vert, ou être réutilisés dans le cadre d'inventaires nationaux sur le recyclage foncier tels que Cartofriches.

La collectivité ou le groupement de collectivités qui bénéficie d'une subvention du fonds vert doit publier son plan de financement et l'afficher de manière permanente pendant la réalisation de l'opération et à son issue, en veillant à ce que la participation de l'Etat soit signalée de manière visible.

La liste complète des projets subventionnés par le fonds vert sera publiée en début d'exercice suivant au niveau national et sur les sites internet officiels de l'Etat dans la région ou le département.

---

<sup>19</sup> Les conventions d'aides aux collectivités et leurs groupements seront contresignées par le préfet de région en application de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 une fois les projets validés et ce avant transmission du contrat aux bénéficiaires pour signature

<sup>20</sup> Dans le cadre des délibérations prises par son Conseil d'administration (règles générales des aides financières, système d'aide à la réalisation, comitologie).

<sup>21</sup> Le suivi de la convention et le versement de l'aide sont réalisés par l'ADEME selon les conditions définies dans le contrat et au moyen des outils de gestion de l'Agence.

<sup>22</sup> Article 8 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Par ailleurs, l'attribution d'une subvention dans le cadre de ce fonds vaut acceptation par le porteur de projet de :

- Participer aux réunions d'animation, de capitalisation et de valorisation que pourraient organiser le ministère chargé de l'écologie, le ministère chargé de l'aménagement du territoire ou les services déconcentrés et les opérateurs de l'Etat ;
- Convier les services de l'État et ses opérateurs territorialement compétents à participer à la structure de pilotage du projet mise en place, le cas échéant, notamment dans le but d'évaluer l'impact écologique du projet ;
- Mentionner la participation de l'Etat au projet dans toute communication, sur le projet, réalisée par le maître d'ouvrage ou avec son concours ;
- Indiquer sur les panneaux apposés sur le lieu du projet la participation de l'Etat au projet.